

« Il faut donner le goût du sport aux jeunes »

LE GRAND
ENTRETIEN

Denis Masseglia, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) délivre, à l'approche de la rentrée des clubs et de la semaine Sentez-Vous Sport, sa vision des enjeux du sport français en termes de pratique, mais aussi de relations avec les institutions, les marques et les équipementiers.

« Je suis personnellement interpellé par le fait qu'un jeune sur trois ne fasse pas de sport dans un club. »

En cette rentrée et début de saison 2013-2014 pour les clubs, quelle est votre appréciation sur l'état de la pratique sportive en France ?

Il y a deux éléments essentiels à mettre en avant. D'un côté, les clubs reçoivent de plus en plus de demandes relatives au sport-bien-être, qui émanent d'un public adulte. De l'autre, ils rencontrent de vraies difficultés à recruter des jeunes. Je suis personnellement interpellé par le fait qu'un jeune sur trois ne fasse pas de sport dans un club. Si l'on persiste sur cette tendance, on se prépare un avenir difficile. En termes de dépenses de santé, d'éducation et de cohésion sociale, cela aura un coût. Il faut donner le goût du sport aux jeunes, car ce n'est pas dans vingt ou trente ans qu'ils le contracteront.

Pourquoi les clubs sportifs peinent-ils à attirer les jeunes ?

Les jeunes sont attirés par quantité de loisirs, de type jeux vidéos, qui obligent les autres activités à faire leur propre promotion. C'est





« Une opportunité exceptionnelle se présente avec la réforme des rythmes scolaires. »

pour cela que nous avons créé la manifestation Sentez-Vous Sport. Pour la deuxième année, celle-ci est organisée sur une semaine, du 14 au 22 septembre 2013 (lire page 21), un format qui a été repris pour la première Semaine européenne du sport, prévue en 2015. La commissaire européenne à l'Éducation et à la Culture Andrulla Vassiliu viendra d'ailleurs à Paris le 19 septembre pour se rendre compte du dispositif. Sentez-Vous Sport n'est pas destinée qu'aux adultes, elle vise aussi très largement les jeunes, avec, outre les deux journées grand public et celle du sport en entreprise, une journée du sport scolaire et une journée du sport universitaire.

Comment évoluent les relations entre le mouvement sportif et le système éducatif ?

Nous devons signer, le 18 septembre prochain, une convention avec

l'Éducation nationale pour justement encourager les passerelles entre les deux. La relation entre le système éducatif et le système associatif sportif est fondamentale. Sans vouloir prendre la place de l'éducation physique et sportive, il convient de situer l'activité sportive en club comme étant complémentaire à celle-ci. Une chance exceptionnelle se présente avec la réforme des rythmes scolaires et la volonté du ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, de mettre en place des activités après les cours. Nous aurions intérêt à expérimenter l'encadrement partagé : une même personne pourrait être employée à temps partiel par un club sportif et pour les activités périscolaires.

Quoi de neuf dans l'édition 2013 de Sentez-Vous Sport ?

Pour la première fois, Décathlon a associé ses sites Vitalsport au label

Qu'est-ce que le CNOSF ?

Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) est :

- ✓ le représentant du Comité international olympique (CIO) en France. À ce titre, il dirige et organise la délégation française aux Jeux Olympiques et aux manifestations organisées par le CIO et désigne les villes candidates pour leur organisation.
- ✓ le représentant en France du mouvement sportif. Doté de 128 organes décentralisés sur le territoire, il fédère 108 fédérations et groupements sportifs.

EN CHIFFRES :

- ✓ 108 fédérations et groupements sportifs
- ✓ 180 000 associations sportives
- ✓ 3,5 millions de bénévoles
- ✓ 16 millions de licenciés



« Le monde entrepreneurial doit dépasser le côté sponsoring d'il y a trente ans pour le transformer en partenariat sociétal. »

la manifestation d'ici son ouverture... Quant à la subvention, une enveloppe d'un million d'euros, répartie au niveau territorial, n'a pas été reconduite. Sur les 300 sites qui en avaient bénéficié l'an dernier, 200 ont décidé de participer cette année sans soutien financier.

Plus généralement, les relations entre le CNOSF et le ministère des Sports se sont fortement tendues. Que reprochez-vous à Valérie Fourneyron ?

Il ne faut pas personnaliser le débat. En France, sous les gouvernements de gauche comme de droite, le ministère des Sports décide de tout sans concertation. C'est une exception en Europe. J'aspire à une clarification des rôles, tout le monde doit travailler ensemble, mais on ne pas être tous à faire la même chose. Les maître-mots sont simplifier, rationaliser et responsabiliser, ce qui ne peut se faire sans appliquer le principe de subsidiarité ! Le budget du ministère des Sports est de 850 millions d'euros en France, il est de moitié en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays européens. Le Royaume-Uni a

décroché 60 médailles aux Jeux Olympiques de 2012, avec un budget de 100 millions d'euros par an. Les économies ne doivent pas uniquement se traduire par la réduction des moyens consacrés aux actions. Il faut aussi se poser la question de l'efficacité des services. On verra peut-être alors qu'il y a des doublons entre les conseils généraux, régionaux, directions de la Jeunesse et des Sports...

Le mouvement sportif fait de plus en plus appel à des partenariats avec des marques. Quelles sont les conséquences ?

Vous vous demandez si nous ne sommes pas en train de changer de dépendance ? Pour moi, le partenariat, c'est gagnant-gagnant. Le sport représente un gisement pour l'économie française. Nous devons convaincre le monde entrepreneu-

Sentez-Vous Sport. Coca Cola, a également jumelé son programme d'incitation à la pratique du sport chez les jeunes, « Le sport, ça me dit », qui concerne 660 villes. Nous avons aussi le soutien de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN) et de la Mutuelle des sportifs. L'an prochain, j'espère fédérer encore plus d'acteurs du secteur santé, car ils ont un intérêt à encourager les gens à pratiquer de manière régulière et raisonnée, et à dire aux jeunes que le sport apporte du plaisir et du bien-être.

Pourtant, le ministère de la Santé reste à l'écart et le ministère des Sports n'a pas reconduit sa subvention...

Je ne désespère pas de convaincre les ministères des Sports et de la Santé de rejoindre les parrains de



rial de l'intérêt qu'il a à dépasser le sponsoring d'il y a trente ans pour le transformer en partenariat sociétal. Qu'est-ce que le sport peut apporter à mon entreprise et que dois-je faire pour que cela ne soit pas considéré comme de l'argent mal dépensé ? Notre projet de chiffrer l'apport économique du mouvement sportif à la nation pourra nous aider à trouver les arguments, par exemple pour obtenir un chèque sport, comme il existe des chèques vacances.

À l'échelle du Comité national olympique (CNO), il y a eu un changement important : vous laissez désormais les fédérations choisir leurs équipementiers...

Le monde des partenaires équipementiers a considérablement évolué en dix ans. Il y avait deux géants ; d'autres arrivent, y compris



« En France, sous les gouvernements de gauche comme de droite, le ministère des Sports décide de tout sans concertation. »

des petits, parce que la visibilité olympique a de la valeur. Les 5 millions d'euros de pénalités payées par la Fédération française de football à Nike pour laisser l'équipe de France féminine jouer en Adidas aux Jeux ont été le déclencheur. Il y avait un déséquilibre flagrant avec l'apport au CNO sur quatre ans. La

meilleure preuve est que l'athlétisme a pu, grâce à la libération de l'espace olympique, multiplier son produit par trois. Au final, ce changement donne plus de moyens à certaines fédérations, qui elles-mêmes participent à un fond de solidarité compensant les pertes des petites fédérations. Le football et l'athlétisme ont abondé, d'autres devraient y venir.

Où en est l'élaboration de votre projet pour la prochaine olympiade ?

Nous avons tenu un séminaire début juillet, qui sera suivi d'une réunion générale en octobre, puis d'une assemblée générale début janvier pour adopter le projet du CNO. Notre projet pour le sport français, lui, devra être discuté avec les partenaires : État, collectivités locales, monde économique.

— PROPOS RECUEILLIS PAR O. C.